

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 2

Artikel: Terrorisme au Sahel : guerre ou négociation?
Autor: Bless, Jean-Baptiste
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977668>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

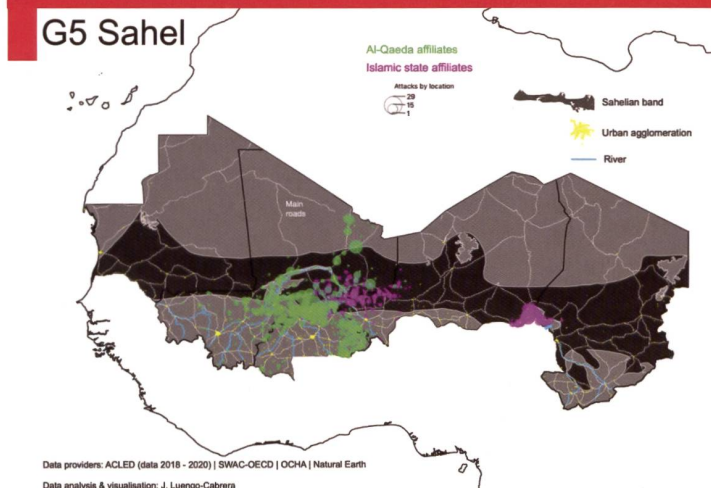
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Secteurs d'action des groupes armés au Sahel.

International

Terrorisme au Sahel : Guerre ou négociation ?

Maj Jean-Baptiste Bless

Conseiller sécurité pour les représentations suisses en Afrique de l'Ouest

Le 1^{er} février, les déclarations du patron de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) française ont rappelé au grand public que les problèmes de terrorisme dans la bande sahélo-saharienne sont loin d'être réglés et que les groupes armés progressent, géographiquement en tout cas, même si plusieurs têtes de chefs sont tombées en 2020. Un rapport presque concomitant des Nations unies confirme que les groupes s'étendent dans la sous-région. Des pays comme la Côte d'Ivoire et le Bénin, victimes par le passé (2016, 2019 et 2020) d'attaques ponctuelles sont en première ligne, mais d'autres, comme le Ghana et le Sénégal, pourraient également subir les conséquences d'un gangrénage progressif du terrain. Cette dégradation de la situation sécuritaire est pourtant concomitante avec une campagne de critiques sur la mission militaire française au Sahel, Barkhane. Le sommet de N'Djamena, qui réunissait mi-février les Chefs d'Etat des pays de la région et le Président français a quant à lui confirmé la volonté de poursuivre la lutte. Simple hasards de calendrier ou guerre d'influence ? Commençons par rappeler les faits.

Rappel historique

En janvier 2013, alors que des centaines de djihadistes sont cachés dans les régions du Centre du Mali limitrophe de la Mauritanie, le Président malien demande expressément l'aide de la France pour éviter une infiltration plus au Sud. Une opération aérienne dispersera alors les véhicules qui n'auront pas été détruits. C'est le début de l'opération SERVAL, qui reprendra le pays par deux axes, via Tombouctou à l'Ouest et Gao à l'Est. Les derniers combats auront lieu, avec l'appui de troupes tchadiennes, dans l'Adrar des Ifoghas, au Nord-Est du pays.¹ Les groupes armés sont, au départ, un mélange d'indépendantistes du MNLA et de djihadistes d'Ansar

Dine et du MUJAO (proches d'Al Qaeda). Finalement, ces derniers s'imposeront au détriment des premiers.

Courant 2014, SERVAL se transforme en une opération régionale, amenée à durer. Son quartier général est à N'Djamena, au Tchad, une base aérienne et logistique est établie à Niamey, tandis que les bases situées entre Gao et Tessalit, au Mali, concentrent l'essentiel des troupes au sol. La même année, la mission onusienne MINUSMA est constituée.

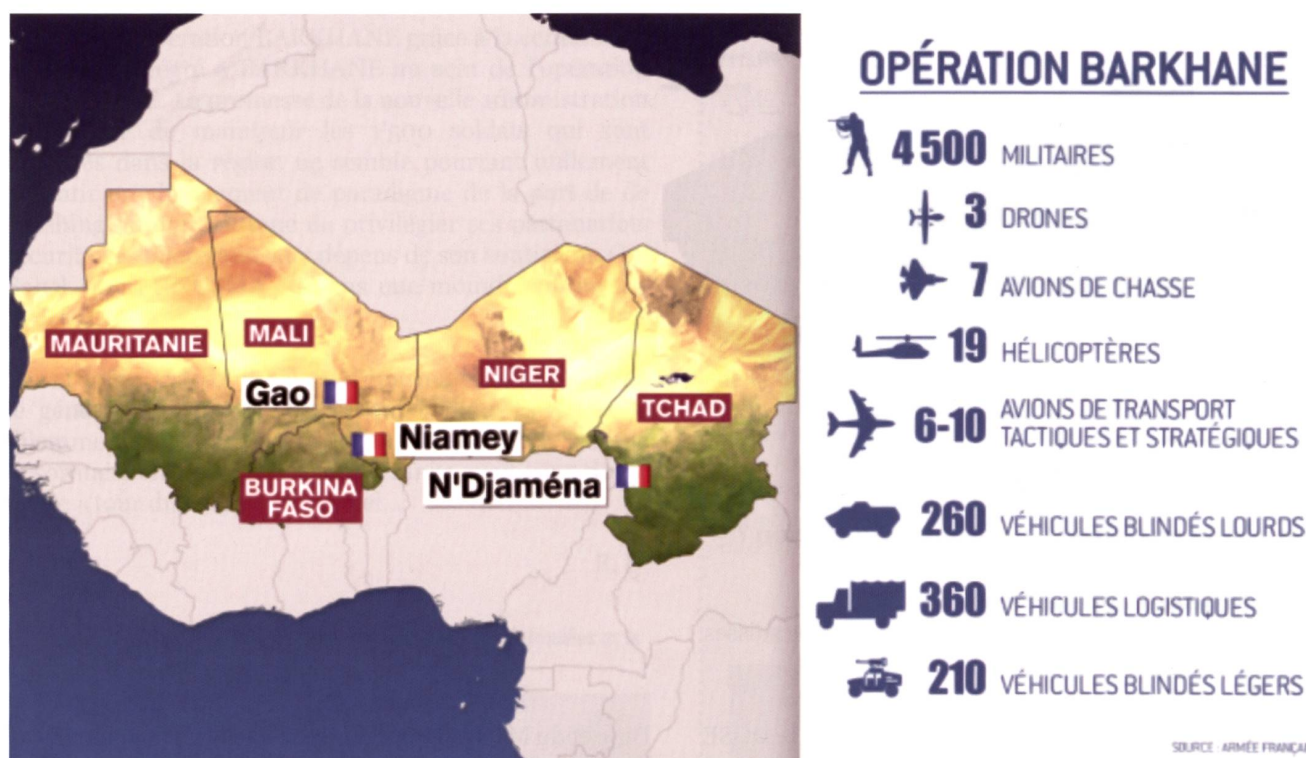
Entre fin 2014 et 2015, Bamako est frappée à deux reprises par des attentats qui sont l'œuvre des groupes battus au Nord. Ces attaques marquent le début de la poussée de ces groupes vers le centre du pays. L'année suivante, c'est la banlieue d'Abidjan (Côte d'Ivoire) qui est frappée, et le conflit atteint le Burkina Faso.

Le 2 mars 2017, différents groupes maliens s'allient au sein d'une nébuleuse appelée en arabe JNIM (Groupement pour la Défense de l'Islam et des musulmans), dirigée par le Touareg Iiad Ag Gali cf. photo ci-dessous ; quelques mois plus tard, une nouvelle attaque proche de Bamako rappelle que les groupes continuent de jouer sur deux tableaux : actions coup de poings dans les capitales et lente progression sur le terrain.

Durant 2018, deux attaques au cœur de Ouagadougou viennent confirmer la méthode. A partir de 2019, c'est l'Ouest du Niger qui est touché, selon les schémas habituels : poses d'engins explosifs improvisés (EEI), attaques sur les autorités traditionnelles, les écoles étatiques et les forces de défense et de sécurité.

2020 est marquée par l'affrontement de groupes issus des deux principales branches terroristes : Al Qaeda et l'Etat islamique. Ces derniers, plus récemment présents sur le terrain, et liés aux groupes issus de Boko Haram dans la région du Lac Tchad, contestent aux premiers la

¹ Cette opération est relatée dans l'ouvrage du Général Barrera : *Opération Serval, Notes de guerre*, Mali 2013.



suprémie dans le Liptako-Gourma malien. C'est alors le sommet de Pau, qui réunit les Chefs d'Etats sahéliers et le Président français pour désigner l'EIGS (Etat islamique au Grand Sahara) comme le principal ennemi. Cette convergence des forces affaiblira durablement le mouvement, qui se replie sur la frontière nigérienne. En 2020 également, deux touristes sont enlevés sur sol béninois à la frontière avec le Burkina, avant d'être libérés par les Forces spéciales françaises au prix de deux vies.

Début 2021, les différents rapports mentionnés en introduction confirment que les métastases continuent de s'étendre vers les pays côtiers de la sous-région. La stratégie pourrait consister à continuer de « décapiter » les groupes armés, en mettant l'accent cette fois sur les deux chefs qui constituent le JNIM.

BARKHANE seule en première ligne

Dans ce contexte peu rassurant, Barkhane lutte seule, sur un terrain qui fait sept fois celui de la Métropole, avec des moyens encore renforcés en 2020 (cf. image), et un « bilan » de plusieurs centaines de djihadistes « neutralisés ». Pourtant, les voix contre l'opération se font de plus en plus fortes et nombreuses. Dans les pays directement concernés par la déstabilisation, on prend volontiers la France comme bouc-émissaire responsable de tous les maux. Ces voix sont alimentées par des puissances comme la Russie et la Turquie, qui contestent à la France son influence historique dans la région, les uns par la vente de matériel et de conseils militaires, les autres à travers une coopération économique de plus en plus visible, tous deux à travers des réseaux d'influence

à peine cachés.² Mais en métropole même, le vent aurait tourné et l'accumulation des pertes (plus de 50) conjuguées aux scepticismes réunis des organisations humanitaires, des antimilitaristes idéologues, et des analystes spécialisés.³ Selon un sondage Ifop récent une majorité de la population se prononcerait à présent contre une présence prolongée au Sahel.⁴

Des voix se sont également élevées contre les armées locales, coupables dans les différents pays de bavures contre les populations. Ces attaques, aussi fondées qu'elles puissent l'être dans des cas particuliers, minent le moral des troupes et désignent comme coupables les défenseurs impuissants de territoires quasi désertiques, tandis que les scandales financiers éclatent à la tête des Départements de la Défense, au Mali comme au Niger. Dans ce cas comme dans l'autre, ne se trompe-t-on pas d'ennemi ? Et que font les autres ?

La MINUSMA, avec 15'000 hommes en armes, a pour mandat l'accompagnement de l'Accord de Paix d'Alger et la protection de la population, notamment au Centre⁵. Inutile de préciser que malgré son inscription sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies, c'est-à-dire avec recours possible à la force, la MINUSMA n'a

2 Il n'est par exemple pas rare de voir flotter des drapeaux russes lors des manifestations anti-françaises à Bamako.

3 Une guerre perdue : La France au Sahel, par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

4 https://www.lepoint.fr/monde/sahel-la-moitie-des-francais-oppose-a-la-presence-francaise-11-01-2021-2409098_24.php

5 <https://minusma.unmissions.org/mandat-o>



pas vocation en l'état à combattre le terrorisme. Ni la formation, ni la motivation des troupes internationales en présence ne le permettrait, à l'exception des éléments tchadiens, engagés par ailleurs au sein du G5. Ce dernier est censé réunir les forces conjointes des armées du Sahel. Or la collaboration s'avère là aussi difficile.

En termes purement militaires, Barkhane s'avère donc bien seule, d'où la nouvelle stratégie de « sahélistation » et d'« internationalisation ». Sahélistation : La France cherche à renforcer les capacités des armées du Sahel à travers des formations, des exercices et des opérations conjointes, directement ou via la mission européenne EUTM. Internationalisation : Barkhane s'applique à réunir autour d'elle des Forces spéciales de différents pays européens. A ce jour, plusieurs dizaines d'Estoniens, de Tchèques et de Suédois ont répondu présents. Par définition, les succès et échecs de cette coopération restent cependant confidentiels.

Quant aux autres acteurs en présence, locaux et internationaux, ils oscillent entre désarmement et traitement des conséquences du conflit. Diplomatie ? Développement ? Les deux autres « D » de la stratégie 3D française sont certes présents sur la scène, comme de nombreux acteurs occidentaux, mais peinent à afficher des résultats visibles et probants. Or, comme le soulignent de manière de plus en plus répétée les analyses, c'est bien du rétablissement d'un bras civil convainquant dont les pays du Sahel ont besoin. A moins d'afficher une fois pour toute l'incapacité des Etats à couvrir leur territoire, défendre leurs frontières, protéger leurs populations et conférer à ces dernières des services

médicaux et éducationnels minimaux. Ces dernières années, ces champs sont pourtant plutôt investis par les djihadistes lorsqu'ils maîtrisent le terrain, et les Etats du Golfe qui, sous couverture ONG, financent les mosquées et les écoles coraniques.

Négocier avec les terroristes ?

Alors que faire ? Se retirer signifierait pour la région laisser le champ libre aux quelques milliers de combattants du djihad et de narcotrafiquants pour l'instant confinés par les drones, les Mirage et les troupes au sol de Barkhane. Se retirer signifierait ouvrir une autoroute vers l'Atlantique et au Golfe de Guinée. Se retirer signifierait également renoncer durablement à toute influence culturelle française, et même occidentale, et s'avouer vaincus dans tous les domaines. Les conséquences à 10 ans seraient incalculables. Alors quoi, négocier ? Et négocier avec qui ?

La France et les Etats sahéliens, mais les Etats sahéliens entre eux également, divergent sur la question. Lors du récent sommet de N'Djamena réunissant ces six acteurs, la question est restée sans réponse. La France avait tôt fait d'annoncer qu'« on ne négociait pas avec les terroristes ». Le Président nigérien confirmait pour sa part : « *l'objectif n'est pas de maintenir la paix, c'est d'imposer la paix. On ne peut pas l'imposer si ce n'est les armes à la main.* »

Ces déclarations martiales ne doivent cependant pas faire illusion, les canaux de négociation malien étant ouverts depuis plusieurs années. Ce qui semble par contre faire l'unanimité, c'est que la négociation n'exclut pas la guerre. Si d'aucuns se posent aujourd'hui la question de

la négociation, c'est parce que sur le terrain, des soldats français meurent sur les engins explosifs des barbus. Honneur à eux, donc. Et pour prendre un exemple récent de négociation, une partie de la région de Bandiagara, au Centre du Mali, vient de passer des accords avec les groupes armés de la Katiba Macina autorisant ces derniers à circuler en armes et à faire leur loi contre la promesse de pouvoir vivre... La seule négociation qui semble possible avec ces gens-là, c'est bien celle de leur avenir en cas de reddition.

Conclusion

Depuis quelques mois, la presse internationale porte la lourde responsabilité de véhiculer des messages défaitistes sans en évaluer les conséquences. Qui souhaite que ce qu'il reste des Etats du Sahel tombe, comme ce fut presque le cas au Mali en 2012? Que les capitales économiques et les lieux de villégiature des côtes soient attaquées par des enturbannés? Les Français seraient à présent 51 % contre la poursuite des opérations au Sahel, mais leur a-t-on dit qu'en attaquant la mission Barkhane et les armées locales, certes insuffisantes mais nécessaires, on donne de l'eau au moulin de ceux qui viennent frapper jusque sur nos sols européens?

Or, si bien évidemment la solution ne peut être uniquement militaire, que les autres acteurs dévoilent leurs plans! Oui, le sous-jacent doit être réglé: la natalité galopante, la progression de l'analphabétisme, le désœuvrement de la jeunesse, la répartition du sol, mais où sont les autres acteurs? La demande en cours d'un mandat renforcé de la MINUSMA ne règlera rien dans ce sens; la corruption endémique d'Etats soutenus à bouts de bras par ladite communauté internationale, non plus. L'exemple de l'Afghanistan hante les esprits, et aucune piste ne doit plus être exclue. La Suisse, en sus de son rôle ancien dans la coopération et l'humanitaire, engage à présent plusieurs officiers au sein de la MINUSMA. Elle propose également à l'Ecole de maintien de la Paix (EMP) de Bamako deux instructeurs, et un projet de soutien à l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (AILCT) près d'Abidjan est à l'étude. A quand une médiation par nos Affaires étrangères?

J-B. B.

HELP US TO ORGANISE THE SKY

Devenez contrôleur-euse de la circulation aérienne dipl. ES

Inscrivez-vous maintenant à notre formation!

Vous pouvez postuler en tout temps.

Assistez à nos séances d'information professionnelle en ligne:

www.skyguide.ch/job-info-events

skyguide

Plus d'informations:
www.skyguide.ch/futur

with you, all the way